

# **Les Français : 67 millions de présidents de la République**

13 avril 2020

Par Jean François Coustillière  
Membre du groupe d'analyse JFC Conseil

Nous sommes assaillis quotidiennement d'informations, surtout à la télévision et sur les réseaux « a-sociaux », à travers des émissions « donnant la parole aux Français », ou de dénonciations de l'incurie des décideurs. Cette propension, portant à nous faire croire que seul le virus Covid 19 est digne d'intérêt dans les affaires du monde, est à la fois anxiogène, réducteur et mensonger.

Face à cette situation, dont je ressens la gravité à travers les échanges téléphoniques ou de courriels qui reviennent vers moi, je me suis efforcé de rassembler certains constats qui me paraissent en mesure de relativiser les choses, même si comme tout un chacun je redoute les perspectives que j'entrevois pour notre avenir, notamment dans le domaine socio-économique.

## **Un pays ingouvernable**

Le général De Gaulle qui en la matière avait à la fois une certaine expérience et une vision, était réputé s'interroger comme suit : "Comment voulez-vous gouverner un pays où il existe 258 variétés de fromages ?". Il est vrai qu'il avait été contraint, plus souvent que nécessaire, de se confronter à la versatilité de notre peuple tout autant qu'à son extrême dispersion d'opinion. Chaque crise était accompagnée de confrontations de points de vue tranchés et définitifs qui, observés avec recul, dénotaient plus des oppositions à la personne que la défense d'alternatives profitables à la nation.

Aujourd'hui on constate que l'une des plus grosses difficultés rencontrées dans la lutte contre le coronavirus réside dans la disponibilité d'une part non négligeable de notre population à respecter les obligations de confinement. Tout est bon pour y échapper : la fuite vers des régions moins contrôlées, la triche sur les formulaires de déclarations individuelles, le goût pour le jogging, les particularismes des situations de chacun, la défense du droit à circuler, la défense des libertés individuelles etc. Même les personnes traditionnellement les plus disciplinées se trouvent des excuses pour échapper ponctuellement aux contraintes. Vous avez certainement de multiples exemples autour de vous.

Bien sûr, ces mesures qui nous sont imposées sont ressenties différemment selon que nous disposons ou non d'un cadre de vie agréable, selon que nous vivons dans un cadre urbain de forte densité ou dans un environnement plus aéré résidentiel ou rural. La rébellion contre la contrainte est alors nourrie par le sentiment d'une nouvelle injustice et vient grossir les rangs des détracteurs du pouvoir spécifiquement dans les zones à fortes densités de population ou défavorisées.

Je crains que lorsque le préfet de police de Paris Didier Lallemand déclarait, certes de façon maladroite et inopportune, le 3 avril, que « ceux qui sont en réanimation sont ceux qui n'ont pas respecté le confinement », il l'ait fait sur la base d'informations en grande partie fondées, même si cette généralisation est certainement excessive. La préoccupation ainsi exprimée par

ce haut fonctionnaire, sans doute inadaptée, traduit cependant son inquiétude à l'égard du non-respect trop fréquent des directives. Il est bien placé pour apprécier la situation.

En dépit de nombreuses erreurs commises, sans doute, à la veille puis durant la montée en puissance de cette épidémie, le pouvoir en place, éclairé par des conseils scientifiques, s'est employé à répondre aux exigences de cette crise par des dispositions économiques, par des garde-fous sociaux, par des mesures de santé, par des dispositions affectant la vie courante, par une communication améliorée et dédiée, par des démarches trans-politiques et d'autres. Il a même su revenir sur des décisions après avoir réévalué la situation (usage des masques, confinement, déconfinement). Tout cela est imparfait, peut être insuffisant et sans doute parfois mal adapté. On constate que les autres pays occidentaux ne font, y compris les plus grands et les plus avancés, pas beaucoup mieux. L'avenir dira où des erreurs ont été commises.

En revanche, ce qui est insupportable est de constater combien les médias, surtout télévisuels et les réseaux « a-sociaux<sup>1</sup> », s'emploient à amplifier une information contradictoire de celle du pouvoir et de ses conseils scientifiques, sous prétexte de « donner la parole à chacun », mais avec le souci surtout d'alimenter la critique et de nourrir le « buzz »<sup>2</sup> dans l'unique souci d'accroître leur audience<sup>3</sup>.

C'est ainsi que l'opinion publique est façonnée par les débats télévisuels et les réseaux « a-sociaux » où chacun affirme sans compétence confirmée, des vérités contradictoires : chloroquine, masques, formes de propagation, risques, application stopcovid et bien sûr dénonciations des responsables traités, sans preuve, de tous les noms d'oiseaux. Chaque intervenant ne représente le plus souvent que lui-même et ne dispose que des compétences qu'il s'attribue, sans même que ne soit évoquée l'absence totale d'expérience de ces individus en matière de décisions complexes à appliquer à la population d'une nation. Ces décisions sont dépendantes malheureusement, ou heureusement, d'aspects médicaux, sociaux, politiques et aussi économiques. Il ne s'agit pas, bien évidemment, d'appeler à restreindre le droit à s'exprimer propre aux démocraties, mais seulement de souligner son instrumentalisation par certains aux dépens des intérêts de tous.

Chaque Français est trop souvent convaincu d'un « y a ka faut qu'on » concocté dans son salon fort d'une connaissance limitée à sa vie quotidienne et nourri par ses sources d'informations habituelles.

---

<sup>1</sup> réseaux « a-sociaux », voir **Réseaux (a)sociaux** de Jérôme Colombain journaliste à France Info : « Derrière la façade charmante des milliers d'amis et des petits pouces bleus se cachent en réalité des fléaux que l'on a malheureusement laissé s'installer : la haine, l'exploitation des données personnelles, les fausses nouvelles, la cybercriminalité et l'addiction. »

<sup>2</sup> Les fausses déclarations sur C8 le 8 avril sont particulièrement illustratives de cette attitude.  
[https://www.lefigaro.fr/medias/deconfinement-le-csa-va-se-pencher-sur-la-fausse-revelation-d-hanouna-20200408?utm\\_source=CRM&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=\[20200409\\_NL\\_ACTUALITES\]&een=67b799b01d1a40342ec973d3e7b53fe3&seen=6&m\\_i=Ji6V7bk8bkWueSCihW9AdlqAUbfBF2TFOEe0JUnQpdyfuvMgFoDLlq5yCdc3TvZWkDKtOU1hLrsUIY%2BaW7Kn4fVHAePSrYH%2B8](https://www.lefigaro.fr/medias/deconfinement-le-csa-va-se-pencher-sur-la-fausse-revelation-d-hanouna-20200408?utm_source=CRM&utm_medium=email&utm_campaign=[20200409_NL_ACTUALITES]&een=67b799b01d1a40342ec973d3e7b53fe3&seen=6&m_i=Ji6V7bk8bkWueSCihW9AdlqAUbfBF2TFOEe0JUnQpdyfuvMgFoDLlq5yCdc3TvZWkDKtOU1hLrsUIY%2BaW7Kn4fVHAePSrYH%2B8)

<sup>3</sup> D'autres le dénoncent heureusement, tel Pascal Praud qui lors de l'émission « *L'heure des pros* » le 6 avril 2020, s'adressant à la journaliste d'investigation Elise Lucet de « *Cash Investigation* » a affirmé : "Le vrai populisme, c'est d'attaquer les élites en permanence. Le vrai populisme, c'est d'attaquer ceux qui gouvernent en permanence (...) Et il est instrumentalisé, disons-le, dans des médias parfois".

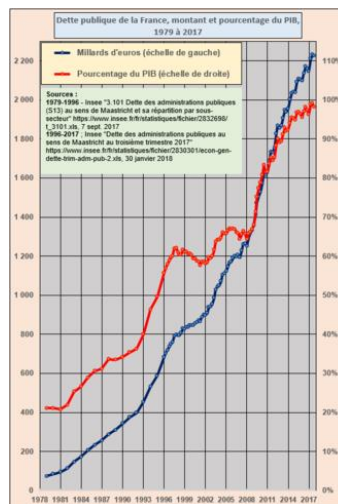
Il conviendrait au contraire de faire preuve de plus de modestie et de prudence. Les règles prescrites, notamment le confinement ou les gestes barrières, doivent être appliquées avec courage tandis qu'il importe de maîtriser sa propre anxiété pour ne pas contaminer ses proches.

## **Des pouvoirs faibles sans vision**

Mais on ne peut nier que pour diriger ce pays, depuis des décennies, les dirigeants ont fait preuve de faiblesse et de manque de vision. Sans doute cette indigence est-elle en partie la conséquence de ce qui vient d'être dénoncé. Mais pas seulement ... Depuis quand n'a-t-on pas lu la définition d'un projet, de priorités et d'objectifs pour notre pays. Les programmes s'appliquent à fournir des orientations techniques organisées afin que chaque électeur puisse y trouver son compte. De Gaulle et sans doute Mitterrand, qu'on adhère à leurs convictions ou non, avaient de véritables visions de ce qu'ils voulaient faire pour notre pays. Ils avaient fixé leur stratégie avec ses lignes directrices et ses priorités. Mais les autres ...

Jean Pierre Chevènement nous rappelle dans le Figaro du 8 avril que, en effet, de 1945 à 1974, la France a su remonter le courrant en s'appuyant sur son État stratège et sur ses propres forces dans les domaines de l'aéronautique, de l'électronucléaire, du ferroviaire, etc.<sup>4</sup>

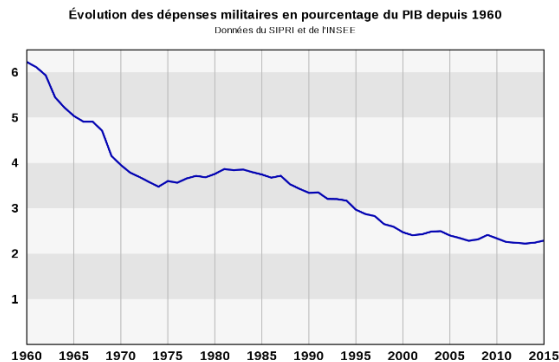
Depuis la fin des « *Trente glorieuses* » le pays s'est installé dans une situation de confort négligent, faisant fi des réalités. Chaque difficulté était réglée en faisant appel à des financements qui ne faisaient qu'accroître le déficit ainsi que le montre le tableau ci-dessous.



On n'hésitait pas non plus à agir sur le budget Défense, variable commode car non seulement les conséquences n'étaient pas visibles à échéance d'un mandat électoral (7 puis 5 ans), mais

<sup>4</sup> [https://www.lefigaro.fr/vox/politique/jean-pierre-chevenement-il-faut-un-gouvernement-de-salut-public-20200408?utm\\_source=CRM&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=\[20200409\\_NL\\_ACTUALITES\]&een=67b799b01d1a40342ec973d3e7b53fe3&seen=6&m\\_i=ybcZhKaKeGJNo2E7uIbg7Y568OjcNHTUe93LIhyLTdS99cDqZEoho75%2BTNpSVoHCrxupxzO\\_3EEQ2nD0vNh7i%2Bpbcj4\\_BKgDP](https://www.lefigaro.fr/vox/politique/jean-pierre-chevenement-il-faut-un-gouvernement-de-salut-public-20200408?utm_source=CRM&utm_medium=email&utm_campaign=[20200409_NL_ACTUALITES]&een=67b799b01d1a40342ec973d3e7b53fe3&seen=6&m_i=ybcZhKaKeGJNo2E7uIbg7Y568OjcNHTUe93LIhyLTdS99cDqZEoho75%2BTNpSVoHCrxupxzO_3EEQ2nD0vNh7i%2Bpbcj4_BKgDP)

surtout car les personnels concernés étaient privés de toute expression contestataire. Cela a malheureusement conduit à certaines économies préjudiciables soit à la sécurité des hommes en opération (exemple de l'Afghanistan), soit en matière de capacité (sacrifice du second porte-avions). Le tableau ci-dessous, décrivant la diminution de l'effort de défense de la nation, est illustratif de cette tendance.



D'autres décisions, purement gestionnaires sans évaluation des impacts sociaux-sécuritaires peuvent également être rappelées :

- La police nationale a perdu 7.000 emplois réels, élèves inclus, entre la fin de l'année 2007 (149 881 ETP) et la fin de l'année 2012 (142 945 ETP) selon un rapport Assemblée nationale datée du 9 octobre 2014 avec les effets qui ont été constatés durant les mouvements sociaux de 2019<sup>5</sup> ;
- Il a été demandé en 2016 aux hôpitaux, dans le cadre du redressement des finances publiques, de réaliser 3 milliards d'euros d'économies en trois ans, de 2015 à 2017<sup>6</sup>. La pandémie du Covid 19 a montré combien ce choix avait des conséquences désastreuses ;
- la fraude fiscale est évaluée par un rapport du Sénat<sup>7</sup> à près de 50 milliards d'euro, à comparer au budget de l'Éducation nationale de l'époque soit 68 milliards en 2017 ou au déficit de l'ensemble des administrations publiques pour cette même année soit 61.4 milliards. Là c'est l'absence de décision volontariste et déterminée durant de trop nombreuses années qu'il convient de mettre en exergue.

Les conséquences de ces choix intervenant le plus souvent en dehors du champ des mandats électoraux, comme celles des décisions en matière de santé, elles ne sont qu'exceptionnellement imputables aux décideurs du moment.

<sup>5</sup> Interview RMC-BFM 27 oct 2016 - A la question de M. Jean-Jacques Bourdin à M. Nicolas Sarkozy « Vous avez supprimé 12.469 postes de gendarmes et policiers entre 2007 et 2012, est-ce que vous regrettez ? », le candidat à la primaire de la droite a répondu : « non ». « On croulait sous les dettes et les déficits, il fallait faire des économies (...) il faut réduire les effectifs dans la fonction publique », a-t-il expliqué,

<sup>6</sup> Figaro 29 mars 2016 - Dans le cadre du plan de redressement des finances publiques, le gouvernement, via la ministre de la Santé, a même fixé l'objectif de supprimer 10 % des lits en chirurgie et médecine actuellement disponibles, portant donc à près de 16.000 la coupe à effectuer.

<sup>7</sup> Rapport de M. Éric Bocquet, fait au nom de la Commission d'enquête Evasion des capitaux du Sénat n° 673 tome I (2011-2012) - 17 juillet 2012

Ainsi, en l'absence d'orientation stratégique à moyen terme, cette propension à accroître le déficit ou à obérer des budgets entraînant des effets dans le moyen ou long terme devient une habitude, une routine, une seconde nature ...

Mais il est évident que ce comportement irresponsable ne peut pas être adopté éternellement. Il faut se souvenir qu'en 2007, le chef du gouvernement François Fillon s'est efforcé d'alerter les Français en affirmant qu'il se trouvait « à la tête d'un Etat qui est en situation de faillite sur le plan financier »<sup>8</sup>.

Même s'il est plus facile de ne pas répondre aux revendications muettes des forces armées ou à celles de professionnels qui assurent, en dépit de leurs plaintes, leurs fonctions avec dévouements et abnégation tels par exemple les personnels de santé, les pompiers ou les policiers, que de s'opposer à d'autres professionnels qui n'hésitent pas à user très vite du chantage en prenant en otage les Français, il n'est pas possible d'imaginer de prolonger ces décennies de renoncements, d'effondrements, de reculs et d'abdications.

Souhaitons que cette crise conduise à comprendre que la fonction politique ne doit pas se cantonner dans une démarche gestionnaire dont la priorité serait dans une démagogie électoraliste pour pérenniser un statut, mais dans le choix d'une stratégie à moyen terme affichée courageusement et conduite avec non moins de courage en se préoccupant du devenir de notre Nation. Des solutions existent pour favoriser cette démarche tant lors des élections qu'à l'occasion d'états des lieux.

En conclusion, notre pays est difficile à gouverner. C'est une affaire connue et entendue depuis de nombreuses décennies. Pour autant la confrontation au choix de la démocratie et aux conséquences de l'inévitable globalisation ne doit pas conduire aux renoncements, au populisme, à la démagogie et à l'effondrement même si cela peut apparaître comme la voie la plus simple à court terme. Nous avons besoin de leaders politiques courageux et déterminés qui soient capables de proposer des priorités et une stratégie. Ils permettront de transformer ce pays de « 67 millions de Présidents de la République » en une Nation derrière le Président que le peuple a élu, avec bien sûr la possibilité permanente de lui demander d'infléchir ses décisions, et qu'il peut remercier au bout de cinq ans. Les lendemains de la pandémie distingueront les Nations capables de ce sursaut, des autres.

Jean François Coustillière  
Membre du groupe d'analyse JFC Conseil

---

<sup>8</sup> 21 sep 2007 - François Fillon "Je suis à la tête d'un Etat qui est en situation de faillite sur le plan financier, je suis à la tête d'un Etat qui est depuis 15 ans en déficit chronique, je suis à la tête d'un Etat qui n'a jamais voté un budget en équilibre depuis 25 ans, ça ne peut pas durer"